



Termes de référence

Recrutement d'un.e consultant.e pour la réalisation d'une enquête Connaissances, Aptitudes et Pratiques (CAP) auprès des enfants et jeunes en mobilité dans les régions de Rabat et Oujda

Lieu	Rabat, Oujda
Date de début	Aout 2024
Date de fin	Novembre 2024
Type de contrat	Consultance nationale ou internationale
Langue	Français

I. Cadre de la mission :

Membre du réseau international de Médecins du Monde, Médecins du Monde Belgique (MdB) est une ONG médicale qui agit en faveur des groupes vulnérables en Belgique et dans le monde.

Le projet « *Enfants et Jeunes sur les routes migratoires en Afrique de l'Ouest et du Nord* » a pour but essentiel **de renforcer de façon pérenne les systèmes nationaux et régionaux de protection, d'éducation et d'insertion socioéconomique pour assurer aux enfants et aux jeunes en mobilité (EJM) la protection et l'accès à l'éducation**. Mis en œuvre par un consortium mené par Helvetas, Terre des Hommes et la GIZ, en collaboration avec ENDA, MAEJT, MdB, MMC, SSI et SSI-AO, ce projet, avec une première phase dans 5 pays pilotes (Guinée, Mali, Maroc, Niger et Tunisie) est financé par la Confédération suisse, représentée par le Département fédéral des affaires étrangères agissant par l'intermédiaire de la Direction du Développement et de la Coopération DDC.

Dans sa première phase (avril 2022–mars 2025), le projet « **Enfants et Jeunes sur les Routes Migratoires d'Afrique de l'Ouest et du Nord** » (projet EJM) a pour but de répondre aux défis rencontrés par les EJM dans le Nord et l'Ouest de l'Afrique, de manière systémique et durable. Le projet se donne pour mission d'améliorer l'accompagnement des EJM grâce à un effet transformateur sur les systèmes nationaux et régionaux de protection, d'éducation et d'insertion et création d'opportunités.

Le projet a pour objectif que **les pays en Afrique de l'Ouest et du Nord disposent de et appliquent un cadre normatif et des capacités pour assurer aux enfants et aux jeunes en mobilité la protection, l'accès à l'éducation et à la formation en vue d'améliorer leurs chances et opportunités pour une vie digne**.

Trois thématiques clés structurent le programme :

1. **La protection** : renforcer et créer des dispositifs d'accompagnement protecteurs des EJM dans les espaces et sur les itinéraires de leur mobilité ;
2. **L'éducation** : favoriser l'inclusion des EJM dans les systèmes éducatifs et les accompagner dans l'acquisition des compétences de vie courantes et dans l'éveil aux métiers ;
3. **L'insertion socio-économique** : appuyer les jeunes en mobilité dans la réalisation de leurs objectifs de vie à travers l'acquisition de capacités et de compétences adaptées aux réalités économiques.

Dans le domaine de la protection, l'approche « Accompagnement protecteur de l'enfant » est au cœur de la stratégie à travers la mise en place de dispositifs de protection des EJM. Il s'agira de prévenir et fournir une réponse immédiate, adaptée et de qualité aux EJM les plus vulnérables. Cette approche



met en place une chaîne de protection tout au long des routes migratoires, à travers la mise en réseau d'acteurs, tout en renforçant le système de protection de l'enfant dans les pays d'intervention. L'articulation avec les dispositifs existant tout le long des routes migratoires permet à chaque enfant identifié d'accéder à des services adaptés, à travers la réalisation de son projet de vie.

Le projet entend agir à quatre niveaux :

1. **Communautaire**, en agissant auprès des EJM ;
2. **Institutionnel** : en collaboration avec les systèmes et organisations nationaux, transnationaux et régionaux ;
3. **Politique** : sur les cadres législatifs et stratégies nationales et régionales ;
4. **Coopération** : avec la Suisse comme partenaire de coopération promouvant les droits des EJM.

Au Maroc, le projet est mis en œuvre dans deux zones d'intervention : **Rabat et Oujda**.

Dans le cadre du projet EJM au Maroc, MdM est en charge de former en Santé et Droits Sexuels et Reproductifs (SDSR) les acteurs de prise en charge des EJM ; cette consultance a pour but de mieux comprendre les besoins des EJM afin de leur proposer des outils adaptés.

II. Contexte et justification :

L'étude menée en 2021 par l'Association marocaine de la planification familiale (AMPF) relève que le taux de fécondité chez les adolescentes âgées de 15 à 19 ans est élevé au Maroc (estimé à 32‰), principalement à cause du mariage précoce, mais aussi de la violence sexuelle et de l'accès insuffisant à des informations relatives au corps, au consentement, à l'intimité et aux services liés à la planification familiale et à la prise en charge des femmes et enfants victimes de violences sexuelles. Peu de chiffres existent sur la santé sexuelle et reproductive des adolescentes migrantes au Maroc. Une étude menée en 2017 par sept chercheurs marocains (BMC Women's health) relève que « Les femmes et les jeunes filles migrantes sont sujettes à l'interruption du continuum de soins pendant leur migration ou dans le pays d'accueil et sont donc exposées à un risque élevé de complications et de morbidités liées à la grossesse », sans que cela ne soit spécifique aux adolescentes.

L'adolescence est l'une des étapes de la vie des plus complexes. Les jeunes cherchent à affirmer leur identité tandis que des signes de maturation physique apparaissent, générant de multiples questions chez eux, en lien avec leurs corps et la sexualité notamment. L'AMPF souligne que 73% des jeunes interrogés dans le cadre de son étude ont exprimé la nécessité d'un accès à une éducation sexuelle. Leurs témoignages ont également fait émerger que la prévalence de la violence sexuelle est élevée (8,7% des jeunes interrogés concernés).

Le Royaume du Maroc a déployé des efforts visant à mettre en œuvre des politiques publiques dans le domaine de la santé et droits sexuels et reproductifs (SDSR) et de l'égalité de genre afin d'accélérer l'atteinte des objectifs de développement durable à l'horizon 2030 suivant le Nouveau Modèle de Développement adopté en 2021. En 2021, le ministère de la Santé a annoncé la révision des orientations stratégiques de la Stratégie Nationale en matière de Santé Sexuelle et Reproductive à l'horizon 2030. Et en février 2020, le ministère de l'Éducation nationale indiquait que la collaboration avec le Fonds des Nations Unies pour la Population (FNUAP) devait viser l'intégration de la question de l'éducation sexuelle au sein de la communauté scolaire (formation des futurs enseignants et de la vie scolaire, promotion d'actions et projets éducatifs innovants pour la sensibilisation en matière de santé sexuelle et reproductive).



III. Objectifs de la mission :

Objectif général :

Evaluer les connaissances, attitudes et pratiques (CAP) des EJM (tranche d'âge à prendre en compte à évaluer avec les propositions des consultants) en matière d'éducation sexuelle afin d'avoir une base de données initiale qui permettra de formuler des recommandations pour élaborer des séances de formation dédiés aux acteurs de prise en charge de la société civile (OSC) et l'élaboration de recommandations et sensibilisation pour les EJM cibles

Objectifs spécifiques :

1. Mesurer le niveau d'information et de connaissance des publics cibles (EJM tranche d'âge à prendre en compte à évaluer avec les propositions des consultants) en matière de santé et droits sexuels et reproductifs.
2. Identifier les attitudes et les pratiques des EJM en matière de santé et droits sexuels et reproductifs.
3. Identifier les sources, réseaux et moyens d'information sur la santé sexuelle et reproductive du public cible.
4. Identifier les barrières à l'accès des EJM à des informations fiables, accessibles et adaptées.

IV. Résultats attendus :

1. Le niveau d'information et de connaissance de la population cible en matière de santé et droits sexuels et reproductifs est mesuré
2. Les attitudes et les pratiques de la population cible concernant la SDR sont identifiées.
3. Les sources, réseaux et moyens d'information sur la SDR du public cible sont connus.
4. Les barrières d'accès à une information fiable et adaptée sont comprises.
5. Des recommandations et orientations visant à renforcer les connaissances et à transformer les pratiques en SDR de la population cible sont élaborées.
6. Elaborer de recommandation pour nourrir une orientation stratégique à des activités de sensibilisation vers les EJM

V. Méthodologie

L'enquête sera menée en suivant une approche méthodologique mixte, combinant des méthodes quantitatives et qualitatives. Cette approche permettra d'obtenir une compréhension holistique des Connaissances, Attitudes et Pratiques en matière d'éducation sexuelle des EJM.

Un échantillonnage représentatif sera effectué pour garantir la diversité des participants, en tenant compte de différents groupes démographiques, géographiques et sociaux. La taille de l'échantillon sera déterminée statistiquement pour assurer la validité des résultats

VI. Livrables attendus :

Livable 1 : Une note méthodologique comprenant un plan de travail pour les entretiens, les outils de collecte de données, les méthodologies d'analyse des données et le calendrier de la consultance

Livable 2 : Revue bibliographique reprenant les principales publications en lien avec le thème au Maroc



Livrable 3 : version préliminaire de rapport de l'enquête CAP

Livrable 4 : Un rapport final de l'enquête CAP incluant des recommandations en matière de renforcement de capacités des intervenant.e.s auprès du public cible



VII. Profil de la/du/des consultant.es recherché.e.s

Les consultant.es devront justifier du profil suivant :

- Diplôme universitaire (Master 2 ou équivalent), de préférence en développement, sciences politiques, sciences sociales, sciences juridiques, santé publique ou dans des domaines apparentés ;
- Expérience minimum de cinq ans dans le domaine lié aux prestations demandées, notamment en matière de méthodologie participative et collecte/analyse de données qualitatives ;
- Expérience et expertise spécifiques en SDSR.
- Expérience et expertise spécifiques dans le domaine de la migration et avec la population adolescente ;
- Maîtrise du français et de l'anglais, la maîtrise de l'arabe est un atout ;
- Esprit d'analyse et capacités de synthèse ;
- Excellentes qualités rédactionnelles.

VIII. Durée et calendrier d'exécution

La mission est prévue entre aout- novembre 2024.

IX. Dossier de candidature et procédures de soumission de l'offre :

Les candidat.e.s intéressé.e.s sont prié.e.s de bien vouloir adresser un dossier de soumission avant le **19/07/2024 à 23h** aux adresses e-mail suivantes : consultancy@medecinsdumonde.be et assit.coord.maroc@medecinsdumonde.be, en inscrivant « **enquête CAP EJM** » en objet de l'email.

Le dossier de soumission doit inclure :

Une offre technique comprenant :

- Une note méthodologique avec le nombre de jours nécessaires à l'accomplissement de la mission (nombre de jours travaillés), le calendrier détaillé et les choix des approches, méthodes et outils du travail.
- Un CV actualisé et reprenant les expériences pertinentes.

Une offre financière comprenant :

- Une proposition financière détaillée prenant également en compte les coûts liés à l'organisation de la mission (frais de déplacements, perdiem, logement etc.). Votre offre doit contenir le montant toutes taxes et impôts y compris.

X. Méthodologie d'évaluation des offres :

L'offre de l'expert.e sera évaluée suivant les critères suivants :



N°	Description	Pondération
1	Budget et Calendrier	/25
2	Offre technique	/50
2.1	Compréhension du contexte et projet	/15
2.2	Méthodologie, outils et process	/25
2.3	Pertinence des étapes de la consultance	/10
3	Education, expérience et composition de l'équipe	/25
Pondération totale des critères d'attribution		/100

XI. Principes d'éthique et intégrité

MdM promeut et défend les principes des droits humains fondamentaux. MdM a une approche de tolérance zéro envers les personnes coupables d'actes de violences sexuelles ainsi qu'envers l'inaction face à des faits de violence supposés ou avérés. La protection des personnes bénéficiant et impactées par notre intervention est notre priorité absolue dans tout ce que nous faisons.

Tout consultant collaborant avec MdM s'engage à :

- Respecter le code de conduite, les politiques institutionnelles incluant la politique PSEA, la politique anti-fraude et la politique de protection des enfants ;
- Signaler toute violation aux politiques, documents cadre et procédure à un référent/e ou à l'adresse abuse@medecinsdumonde.be.

Le consultant pourrait avoir des contacts avec des enfants ou/et des adultes vulnérables dans le cadre du programme. Par conséquent, la vérification du casier judiciaire ou la présentation d'un certificat de bonne vie et mœurs sera nécessaire. Dans l'impossibilité de fournir ces documents, une déclaration sur l'honneur sera demandée au candidat sélectionné.

Veillez noter que seules les candidat.es retenu.es seront contacté.es.

Médecins du Monde vous remercie pour l'intérêt envers notre organisation et vous souhaite beaucoup de succès dans votre parcours.

Les personnes handicapées sont fortement encouragées à postuler ; Médecins du Monde s'engage à consentir les efforts nécessaires pour garantir un climat de travail inclusif et adapté aux besoins de nos collaborateurs/trices.